

Céline Laisney¹

Croissance économique mondiale, européenne, française

Définition de la variable

La croissance économique, qui désigne l'augmentation de la production de biens et de services dans une économie sur une période donnée est un moyen simple pour décrire l'état économique d'un pays, d'une région du monde ou même de l'ensemble de la planète.

La France étant un pays intégré à l'économie internationale, elle subit les coups et contre-coups de la croissance mondiale. Toutefois, on ne peut faire mécaniquement découler la croissance française de la croissance mondiale, et ces deux trajectoires ne sont donc pas forcément parallèles.

Indicateurs pertinents de la variable

Produit Intérieur Brut (PIB) = somme des valeurs ajoutées brutes + TVA + droits de douane - subventions à l'importation

Issu de la comptabilité nationale, cet indicateur fait depuis les années 1970 l'objet de critiques méthodologiques. De plus, il ne rend pas compte du niveau de bien-être d'une nation. La Commission Stiglitz² a été mandatée en 2008 pour développer une « réflexion sur les moyens d'échapper à une approche (...) trop comptable de la mesure de nos performances collectives ». Il existe actuellement deux grandes catégories d'indicateurs alternatifs : monétaires (par exemple l'indice de bien-être durable ou le *Genuine Progress Indicator*) et non monétaires (l'indice de développement humain par exemple qui prend en compte le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat, l'espérance de vie et le niveau d'instruction).

Malgré ses imperfections, le PIB reste jusqu'à ce jour dominant pour évaluer les progrès d'une société et établir des prévisions dans tous les autres domaines. Le **PIB en valeur** (ou nominal) est exprimé en une unité monétaire dont la valeur varie selon l'inflation, c'est pourquoi on se réfère plutôt au **PIB en volume** (ou réel), c'est-à-dire déflaté de l'inflation, à prix constants. Pour visualiser la croissance économique, on utilise généralement son **taux de croissance**

annuel. Le **PIB par habitant** sert d'indicateur du niveau de vie en donnant une valeur indicative du pouvoir d'achat.

Acteurs concernés par la variable

Les États, les institutions internationales, les consommateurs (par leur impact sur l'évolution des marchés), les entrepreneurs, les banques, les investisseurs, les travailleurs, la recherche.

Rétrospective de la variable (monde)

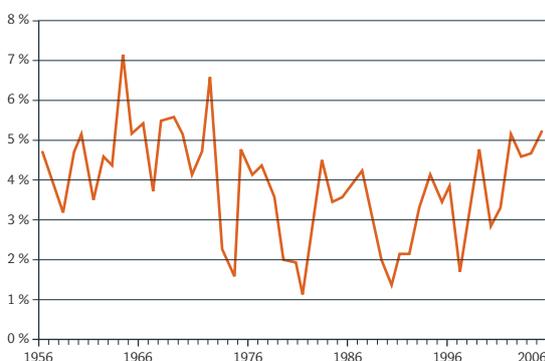
Les années 1950-1973 apparaissent comme une exception : cette période de forte croissance prolongée s'explique par plusieurs facteurs (l'effort de reconstruction d'après-guerre, les innovations technologiques, la généralisation du système fordiste dans les pays développés, etc.)

	1820-1870	1870-1913	1913-1950	1950-1973	1973-2006
Croissance du PIB mondial (en %)	0,93	2,11	1,85	4,91	3,3

MADDISON Angus. *L'Économie mondiale. Une perspective millénaire*. Paris, OCDE, 2001.

Ce rythme de croissance s'est rompu au milieu des années 1970 dans la plupart des pays développés sous l'effet combiné de la crise du système monétaire international et du choc pétrolier de 1973. En effet, la période depuis 1974 est caractérisée par une croissance globale plus lente et des variations annuelles plus saccadées.

Croissance du PIB en volume dans le monde



Source MADDISON Angus. www.gddc.net/maddison

1. Chargée de mission Veille, Centre d'études et de prospective, MAAP

2. <http://www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/fr/index.htm>

Tendance lourde 1 (TL): interdépendance croissante

Au tournant des années 1970-1980 se sont progressivement mises en place des politiques de libéralisation, de déréglementation et d'ouverture, qui ont conduit à un accroissement de l'interdépendance commerciale, financière, monétaire et des politiques économiques. Les cycles économiques affectent désormais quasiment l'ensemble du globe. La crise financière et économique actuelle est ainsi née en 2007 dans le secteur de l'immobilier résidentiel américain, paralysant peu à peu le monde bancaire international et s'est répandue en 2008 à l'ensemble des pays développés puis aux pays en développement et émergents par le biais d'une baisse de la demande pour leurs exportations et d'une baisse des investissements directs étrangers. Même les pays plus en retrait des circuits bancaires internationaux en subissent le contre-coup à cause de la baisse de l'aide au développement et de la chute des remittances³.

TL 2: Déplacement du centre de gravité économique et stratégique du monde vers l'Asie

La croissance économique mondiale ne s'est pas produite de manière uniforme dans toutes les régions du monde: elle a été beaucoup plus vive dans les pays dits « émergents », notamment en Asie. En effet, les moteurs géographiques de la croissance ont changé: sur la période 1981-2008, la part des économies avancées dans la croissance mondiale a diminué de moitié pour atteindre 30 %, tandis que celle de l'Asie émergente a bondi de 14 % à 46 %. Même si son PIB / habitant reste bas, la Chine représentait à elle seule en 2007 33 % de la croissance mondiale contre 23 % pour les pays du G7.

Prospective de la variable (monde)

Incertitude majeure (IM) 1:

Vers une croissance mondiale plus soumise aux incertitudes et plus vulnérable ?

De l'avis de nombreux experts dont Hans Timmer du Groupe d'étude des perspectives de développement à la Banque mondiale, la financiarisation croissante de l'économie constitue une menace forte pour le système, la finance étant par nature instable. La question qui se pose aujourd'hui est de savoir si seuls les excès de la finance (titrisation, et autres « innovations financières ») seront combattus ou bien si c'est le système tout entier qui sera réformé.

IM 2: Impact du ralentissement de la croissance démographique et du vieillissement

L'économie mondiale entre dans une phase de croissance plus faible, estime la Banque mondiale, du fait

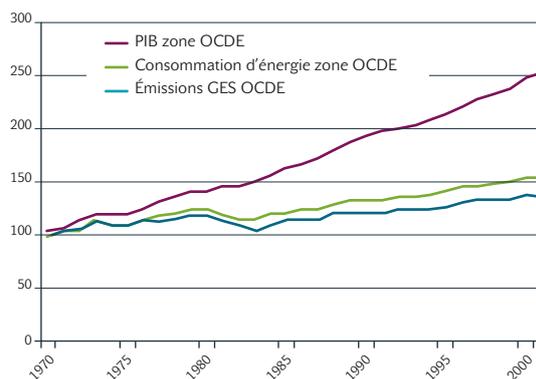
3. Transferts financiers des migrants vers le pays d'origine.

du ralentissement de la croissance démographique, du vieillissement de la population dans les pays à revenu élevé et de la baisse de la croissance dans certains grands pays qui connaissent un développement rapide, à mesure que le niveau des revenus y rattrape celui des pays développés. Cependant, le lien entre croissance démographique et croissance économique est complexe et le débat entre économistes à ce sujet, ancien (Malthus, Marx, Sauvy), est loin d'être clos.

IM 3: Impact d'une hausse du prix du pétrole

Le prix du pétrole a connu récemment des flambées (il atteint un niveau record en juillet 2008 à près de 150 dollars) et il peut encore augmenter à l'avenir. Or, cela a des conséquences sur l'activité économique par l'intermédiaire d'une détérioration de la balance commerciale des pays importateurs nets, d'un ralentissement de la consommation, combiné à une hausse des coûts de production. Un tel choc engendre ainsi une augmentation du niveau général des prix et un ralentissement de l'activité économique.

Toutefois, la situation récente a été très différente de celles des années 1970: en 1974/1975, la plupart des pays de l'OCDE a connu une diminution du PIB par tête et, dans le même temps, une augmentation considérable de l'inflation. Lors du dernier « choc », l'inflation a été contenue, et la consommation de pétrole a diminué (des économies d'énergie se mettant en place). D'une manière générale, la dépendance pétrolière des pays développés diminue, et l'économie mondiale est parvenue à réduire son intensité énergétique - même si cela est moins marqué pour les pays en développement.



Source: BP Statistical review pour l'énergie, OCDE pour le PIB

IM 4: Impact des épidémies mondiales

La croissance mondiale paraît de plus en plus vulnérable aux épidémies: transports, tourisme, travail (absentéisme), loisirs, etc. sont affectés. Selon la Banque mondiale, la pandémie de grippe A pourrait se solder par une baisse du PIB mondial de 0,7 % à

4,8% en fonction de sa gravité. Sur le long terme, ces pertes de PIB pourraient être « lissées ». L'impact sur la croissance mondiale à l'horizon 2030 dépendra surtout de la fréquence et de l'ampleur de ces épidémies, et des moyens engagés pour y faire face.

IM 5: Vers un nouveau moteur de l'économie mondiale? Théorie du découplage

Selon la théorie du découplage, les pays émergents comme la Chine et l'Inde dépendent de moins en moins des pays industrialisés à mesure qu'ils développent leur économie intérieure. Par conséquent, leur dynamique économique serait à présent différente. Selon Patrick Artus⁴, on voit aujourd'hui les premiers signes de redémarrage de la croissance dans les pays émergents, grâce à leurs politiques budgétaires et monétaires expansionnistes. Ce phénomène pourrait être défavorable aux pays de l'OCDE si la croissance de la demande intérieure des pays émergents se produit sans que leurs importations redémarrent. Ceci rejoint l'avis de Jim O'Neill, selon lequel la crise renforcera le découplage, en montrant à la Chine que son développement ne peut pas reposer exclusivement sur les exportations. Il estime que l'économie des BRICs (Brésil, Russie, Inde, Chine) repose de plus en plus sur leur demande intérieure. Le consommateur chinois serait-il en train de prendre le relais du consommateur américain?⁵

IM 6: L'essor d'une « croissance verte »?

L'idée selon laquelle les « éco-technologies » seront le moteur d'un nouveau cycle de croissance s'est répandue depuis la crise financière de 2008 : le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUÉ) appelle ainsi à un *New Deal vert*⁶ destiné à revitaliser l'économie mondiale tout en luttant contre le changement climatique, qui nécessiterait au minimum un investissement d'1% du PIB mondial (pour améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments, développer les transports et l'agriculture durables notamment).

Des voix s'élèvent cependant pour dénoncer le risque d'explosion d'une bulle verte, comparable à celle des technologies de l'information du début des années 2000. Le simple jeu du marché ne permettra certainement pas aux technologies vertes de se développer et elles auront besoin du soutien de politiques volontaristes. Une croissance verte serait également moins énergivore.

4. ARTUS Patrick. « Relation pays émergent-pays de l'OCDE: le scénario du pire ». *Flash Natixis* n°340, 07/2009.

5. Jim O'Neill. « The New Shopping Superpower », *Newsweek*, 21/03/2009. <http://www.newsweek.com/id/190384>

Rétrospective (France)

En France, le premier choc pétrolier marque la fin d'une période de forte croissance qui durait depuis l'après Deuxième Guerre mondiale. Alors que le pays connaissait une croissance moyenne de 5,6% par an entre 1960 et 1974, le rythme de progression du PIB baisse par la suite nettement. Depuis 1975, la croissance ne s'élève qu'à 2,3% par an en moyenne et surtout, s'avère plus volatile qu'auparavant. Néanmoins, le PIB en volume a quasiment doublé en trente ans.

Taux de croissance du PIB en volume



Source: INSEE

La croissance française a été dans la moyenne européenne, cependant, plusieurs pays ont fait mieux qu'elle ces dernières années : Irlande, Grèce, Espagne, Finlande, Suède et Royaume-Uni.

Prospective (France)

IM F1: Impact d'un pétrole cher atténué?

L'impact d'un prix du pétrole élevé sur la croissance de la zone euro serait modéré pour des raisons conjoncturelles et structurelles⁷ : l'appréciation de l'euro a réduit de moitié la hausse des prix du pétrole pour les acteurs économiques de la zone euro (et donc son impact sur la croissance), la dépendance de l'économie au pétrole a largement diminué depuis les années 1980, la fiscalité élevée appliquée aux produits dérivés du pétrole amortit la hausse des prix de ces produits.

IM F2: Impact du vieillissement

Le vieillissement de la population française, tendance incontournable, se traduira-t-il par un affaiblissement de la croissance ? C'est la thèse de Michel Godet, pour qui cette tendance devrait se traduire par une croissance « molle et fluctuante »⁸.

6. <http://www.unep.org/greeneconomy/french/index.asp>

7. JAMET Jean-François. L'impact de la hausse des prix du pétrole sur la croissance de la zone euro, Fondation Robert Schuman, http://www.robert-schuman.org/question_europe.php?num=qe-85

IM F3: La France profitera-t-elle de l'essor des pays émergents ?

Tous les pays développés se placent en ordre de bataille pour la conquête des marchés émergents. D'après le Centre d'Études Prospectives et d'Informations Internationales (CEPII)⁸, la France est relativement bien placée, notamment sur le marché chinois, mais elle est un peu trop focalisée sur les exportations « haut de gamme » au détriment des produits de moyenne gamme pour lesquels la demande potentielle est plus importante.

IM F4: Mise en œuvre de la stratégie de Lisbonne

L'objectif de cette stratégie était de faire de l'Union européenne « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable (...) ». En 2004-2005, un bilan de cette stratégie s'était avéré assez décevant. Pourtant, tous les analystes s'accordent à dire que l'investissement dans l'innovation et la connaissance sont les leviers de la croissance de demain.

IM F5: Vers un développement plus « endogène » ?

La croissance française peut également être tirée par la demande interne. Laurent Davezies a montré que les revenus issus de la production marchande, à vocation exportatrice et soumise aux risques de délocalisation, ne représentent que le cinquième des revenus distribués dans un territoire. Dans la plupart des régions, les revenus des retraités comptent pour 30 % du revenu disponible, ceux des fonctionnaires pour 30 %. Les revenus issus de l'activité marchande se répartissent entre production destinée à la consommation locale et production exportée hors du territoire. Afin de développer l'activité et l'emploi, certains territoires ont mis au point des stratégies visant à attirer les détenteurs de revenus (retraités aisés et jeunes actifs).

Hypothèse 1 Une croissance modérée et endogène

En 2010 ou 2011, le monde retrouve le chemin d'une croissance « normale » (2 % à 3 % par an). Malgré l'occurrence plus fréquente de crises, les pays émergents continuent leur rattrapage et se développent de manière plus endogène. Par conséquent, leur demande vis-à-vis des pays développés se tarit, et ces derniers ne profitent pas autant de leur décollage qu'ils ne l'avaient espéré.

8. Michel Godet. « Croissance et démographie : le refus de voir » *Le Monde*, 8 février 2000

9. Diagnostic stratégique Horizon 2020 contribution du CEPII 12/2007

10. Maddison Angus. « Shares of the Rich and the Rest in the World Economy: Income Divergence between Nations 1820-2030 ». *Asian Economic Policy Review*, Vol. 3, n°1,

En Europe et particulièrement en France, le vieillissement pèse sur des finances publiques déjà ébranlées par la crise, la croissance se fait atone (1 % par an ou moins) et plus vulnérable aux chocs extérieurs.

Hypothèse 2

Les BRICs locomotive de l'économie mondiale

Après 2010, le monde revient à un rythme de croissance élevé (au moins 3 % par an suivant les prévisions l'économiste de l'OCDE Angus Maddison¹⁰) grâce à un cadre financier et des politiques de régulation renoués. Les pays émergents reprennent leur envol sur le *trend* qui était le leur avant la crise. Les pays développés mettent en place des stratégies commerciales pour profiter de cette croissance, notamment en Europe dans le cadre de la stratégie de Lisbonne renouée (augmentation conséquente des budgets de recherche-développement, en particulier dans les technologies vertes, effort de formation permanente et continue renforcé).

La France tire son épingle du jeu, en réussissant à promouvoir ses produits haut de gamme en Chine et ailleurs, et à se diversifier dans les produits de moyenne gamme. Elle tire également des revenus conséquents du tourisme, les classes moyennes russe, chinoise et indienne voyageant de plus en plus. En conséquence, la croissance française progresse à un rythme soutenu (2 % à 3 % en moyenne par an, ce qui rejoint les prévisions de la DGTPE et du CAE¹¹).

Hypothèse 3 Sortie de crise introuvable

La crise de 2008-2009 est la préfiguration des crises suivantes. L'absence de réelle régulation, le retour à des pratiques financières risquées font qu'à quelques années de « reprise » succèdent des crises et des épisodes de récession. Au début, la France atténue le choc grâce aux dépenses publiques et à son système de protection sociale. À moyen terme cependant, la situation n'est plus tenable : la crise réduit la croissance potentielle (réduction de la croissance de la productivité globale des facteurs, aversion au risque suscitant un moindre investissement, pertes durables de capital humain). De plus, l'endettement pèse de manière de plus en plus insoutenable sur les finances publiques¹².

Hypothèse 4

Une croissance verte en France et en Europe

Les critiques contre la mesure traditionnelle de la

pp. 67-82, 06/2008.
<http://www2.warwick.ac.uk/fac/soc/economics/news/forums/conferences/econchange/programme/maddison.pdf>

11. www.cae.gouv.fr/IMG/pdf/072.pdf

croissance se font de plus en plus fortes et elles commencent à être écoutées : suite à la remise du rapport de la commission Stiglitz, la Commission européenne met en place à son tour des indicateurs sociaux et un indice de pression environnementale, en complément du PIB. Les pays européens se mettent d'accord pour prendre la voie d'un autre modèle de croissance, appelé « croissance verte », qui consiste à investir massivement dans les énergies renouvelables et les économies d'énergie, l'agriculture biologique, les transports en commun, la recherche-développement, l'éducation, etc. De nombreux emplois sont créés dans ces secteurs, et même si d'autres sont supprimés par ailleurs (automobile, industrie chimique) le solde reste très positif (comme anticipé par le PNUE¹³), grâce notamment à l'effet multiplicateur des investissements. La croissance (qui ne se mesure donc plus en points de PIB mais de bien-être) est plus riche en emploi, et moins énergivore.

Variables liées

La croissance économique a un impact majeur, quoique moins « automatique » que par le passé, sur la consommation d'énergie, de matières premières, l'emploi et le niveau de vie¹⁴. Autres variables liées : prix du baril de pétrole, prix agricoles mondiaux, accords commerciaux internationaux, politique énergétique, politique environnementale et climatique, négociation climatique internationale, politique agricole et de développement des régions.

12. Voir ce rapport du Sénat : *La France en état d'apesanteur financière: retrouver des repères pour préparer la sortie de crise* <http://www.senat.fr/rap/r08-549/r08-5490.html#toc0>

Carbon World, Nairobi: PNUE, décembre 2007, site Internet www.unep.org/civil_society/PDF_docs/Green-Jobs-Preliminary-Report-18-01-08.pdf.

13. *Green Jobs. Towards Sustainable Work in a Low-*

14. Lesquels, en retour, ont un impact sur elle.